



Le « pacte du silence » entre les Israéliens et leurs médias

Description

Les médias d'Israël, depuis longtemps asservis, ont passé l'année dernière à imprimer le public un sentiment de légitimité à l'égard de la guerre de Gaza. Selon l'observateur des médias Oren Persico, inverser cet endoctrinement pourrait prendre des décennies.

Par Edo Konrad, le 16 octobre 2024



Benjamin Netanyahu lors d'une conférence de la chaîne 14 à Jérusalem, le 23 octobre 2022. (Yonatan Sindel/Flash90)

Au milieu de notre conversation, Oren Persico fait un aveu surprenant. Ce journaliste israélien chevronné, dont le travail a consisté pendant la majeure partie des vingt dernières années à surveiller les médias de son pays, ne regarde pas les journaux télévisés israéliens.

« Je n'y arrive tout simplement pas », m'explique Persico, qui travaille depuis 2006 comme rédacteur pour le site israélien de surveillance des médias The Seventh Eye. « C'est

d'abord et exaspérant à ce que c'est de la propagande, c'est plein de mensonges. C'est surtout le reflet de la société dans laquelle je vis, et il m'est difficile de rompre la dissonance entre ma vision du monde et ce qui m'entoure. J'ai besoin de garder la raison ». Au lieu de regarder la télévision, Persico se tient au courant en faisant défiler les sites d'information, les médias sociaux et en regardant des clips sélectionnés que les gens lui envoient.

Mais même le fait de teindre la télévision ne peut pas arrêter la dissonance et le désespoir que ressent Persico, qui n'ont fait que croître depuis les massacres perpétrés par le Hamas le 7 octobre et l'assaut de l'armée israélienne sur la bande de Gaza qui s'en est suivi pendant un an. Lorsque la guerre a commencé, les médias israéliens se sont trouvés dans une situation critique, devant faire face au traumatisme d'une nation ébranlée par une violence sans précédent et qui est rapidement repliée sur une perception profondément ancrée de victimisation historique. Les chaînes d'information ont réagi à ce traumatisme national, note Persico, en se laissant encore davantage prendre dans les griffes de la [propagande](#) sanctionnée par l'État.

Alors que les jours de violence brutale se sont transformés en semaines et en mois, les médias israéliens sont revenus à des schémas familiers : se rassembler autour du drapeau, [amplifier les récits de l'État](#) et marginaliser toute couverture critique de la brutalité d'Israël à Gaza, sans parler de montrer des images ou de raconter les histoires des souffrances humaines parmi les Palestiniens de la bande de Gaza.

Le chemin qui ne ce moment est tracé depuis longtemps. Le paysage médiatique israélien, qui, selon M. Persico, a toujours été soumis à l'establishment politique et militaire, a subi des pressions incessantes de la part de Benjamin Netanyahu au cours de la dernière décennie ; le premier ministre israélien [a tenté de le transformer](#) en un outil permettant d'exercer le pouvoir et, en fin de compte, d'assurer sa propre survie politique. Les médias commerciaux, plus intéressés par la fidélisation des téléspectateurs que par la contestation du pouvoir, sont devenus la proie de la stratégie de [coercition, d'autocensure et de pression économique de Netanyahu](#).

Ces dernières années ont également vu l'essor rapide de Now 14 (plus connu sous le nom de Channel 14), [la version israélienne de Fox News](#), qui est ouvertement alignée sur Netanyahu et concurrence aujourd'hui la domination de longue date de Channel 12. Elle propose aux téléspectateurs non seulement des informations, mais aussi des polémiques anti-palestiniennes à souvent [ouvertement génocidaires](#) à conques comme du divertissement. En utilisant habilement des organes de propagande tels que la chaîne 14, de même que les médias sociaux, Netanyahu s'est assuré une audience dévouée qui le défend et le soutient face à la pression nationale et internationale.

Dans un entretien avec +972, qui a été raccourci et édité pour plus de clarté, Persico réfléchit au rôle historique des médias dans la négation des violations des droits de l'homme par Israël, à leur incapacité à remettre en question l'establishment politique et à l'absence quasi-totale de solidarité envers les journalistes palestiniens sous les bombardements à Gaza.

Décrivez-moi le paysage médiatique israélien la veille du 7 octobre.

Le 6 octobre, les médias israéliens – qu’ils soient publics ou privés, la télévision, la radio ou sur l’internet – étaient affaiblis et assiégés après plus d’une décennie de lutte acharnée du Premier ministre Benjamin Netanyahu pour les contrôler. Alors que certains médias étaient simplement devenus un outil dans la guerre de propagande de Netanyahu, d’autres se sont progressivement soumis à ses pressions, en diffusant les alliés du Premier ministre et les points de discussion dans leurs émissions.

[Quelques mois avant le 7 octobre], le ministre des Communications, Shlomo Karhi, avait annoncé un projet de loi visant à [réformer](#) le paysage médiatique, basé sur son désir de fermer la Société publique de radiodiffusion d’Israël (connue familièrement sous le nom de KAN) et de « s’occuper » (c’est-à-dire exercer un contrôle sur) du secteur des médias privés. Tout cela est fait sous les slogans « ouverture du marché » et de « suppression des barrières » – des slogans qui signifiaient en fait faciliter la tâche des médias qui servent les intérêts de Netanyahu tout en restreignant les médias qui le critiquent.

Quelles mesures Netanyahu et ses gouvernements successifs ont-ils prises pour réprimer la presse au cours des dernières décennies ?

Depuis 1999 [lorsque Netanyahu a perdu les élections après son premier mandat de Premier ministre], il a désigné les médias comme son rival et a progressivement unifié sa base dans une lutte populiste contre eux. C’est particulièrement vrai depuis 2017, avec l’explosion de ses [nombreux scandales judiciaires](#) – tous directement liés à ses tentatives de contrôle des médias.

Au cours de la dernière décennie, Netanyahu a tenté de fermer [Channel 10](#) ; a cherché à [viscérer](#) la domination de Yedioth Ahronoth dans la presse écrite israélienne ; aurait [promis](#) à un magnat des médias des changements réglementaires bureaucratiques en échange d’une couverture positive de lui et de sa famille ; et a [placé ses soutiens](#) dans tous les points de vente israéliens possibles, de Channel 12 et de la radio de l’armée israélienne à i24 et KAN.

Et pourtant, nous ne pouvons pas rejeter toute la responsabilité sur le premier ministre. Netanyahu opère dans un pays où la plupart des médias sont privés et où le public se déplace vers la droite. Ces médias commerciaux ne veulent pas perdre leur audience ni leur lectorat. Ils ne peuvent pas vendre de publicité s’ils n’ont pas d’audience, et ils ne peuvent pas garder leur audience s’ils leur montrent des choses qui les mettent en colère.

Aucune discussion sur les médias israéliens d’aujourd’hui n’est complète sans parler de Channel 14, qui est devenu un tour de force dans le paysage, et qui pourrait encore dépasser Channel 12 dans sa domination. Channel 14 est née de la Jewish Heritage Channel, une petite station qui a échoué dans sa mission de diffusion de contenus religieux et qui n’avait pas de licence de diffusion d’informations. Mais progressivement, Netanyahu et ses alliés ont commencé à attaquer cette réglementation : la chaîne a fini par obtenir une licence pour diffuser des informations et est devenue l’organe de propagande partielle que nous connaissons aujourd’hui.

Bien qu’elle soit aujourd’hui la deuxième chaîne la plus populaire en Israël, elle continue de [recevoir](#) des avantages comme si elle était la petite entreprise qu’elle était à l’origine.

Aujourd'hui, la chaîne est détenue par le fils d'un oligarque qui entretient des liens étroits avec Netanyahu et qui aurait des relations avec Vladimir Poutine et d'autres personnages louches.

Avec le début de la [réforme judiciaire](#) au début de l'année 2023, de nombreux médias se sont souvenus de leur objectif et de leur rôle : couvrir de manière critique tous les aspects du pouvoir dans le pays. À la fois les élites économiques et la classe dirigeante. Channel 14, en revanche, a continué à parler d'une seule voix avec le gouvernement.

Les fidèles de Channel 14 forment également une sorte de communauté. Les sondages [montrent](#) généralement que, contrairement à Channel 11, Channel 12 et Channel 13, dont les téléspectateurs passent d'une chaîne à l'autre, ceux et celles de Channel 14 sont des inconditionnels de la chaîne [et ne recherchent pas d'informations ou d'analyses sur d'autres chaînes].

Cela signifie-t-il que si Netanyahu se réveille un matin et décide d'adopter une certaine position, Channel 14 transmettra ce message à son audience ?

Comme l'ensemble de l'appareil médiatique que Netanyahu a construit qui est souvent surnommé la « machine à empoisonner », et qui utilise à la fois les médias conventionnels et les médias sociaux Channel 14 est un outil de propagande. Elle est perçue comme amusante : elle fournit un divertissement aux masses.

Cela ressemble beaucoup à ce que font Donald Trump et Fox News aux États-Unis. À quoi cela ressemble-t-il sur Channel 14 ?

Les Israéliens sont engagés dans une guerre sanglante depuis plus d'un an, et ce que leur dit Channel 14, c'est que nous sommes en train de gagner, que la vie est belle. La chaîne met l'accent sur les succès militaires d'Israël tout en minimisant ses échecs et dénonce les autres chaînes d'information pour avoir encouragé la panique et le défaitisme.

Par exemple, à la suite de l'[attaque d'un drone](#) sur une base militaire de Tsahal, qui a tué quatre soldats et en a blessé des dizaines d'autres, les sites des médias israéliens ont maintenu l'histoire en tête de liste pendant toute la nuit et le matin. Ce n'est pas le cas de Channel 14, qui en a fait le titre principal de son site web pendant une demi-heure, avant de le remplacer par un sondage montrant que la plupart des Israéliens sont favorables à une attaque contre l'Iran.

Il cible également les « ennemis communs » : les autres médias, l'élite de l'armée et le procureur général en les accusant d'être de connivence avec le gouvernement et en les rendant responsables de la situation difficile dans laquelle se trouve actuellement Israël. Elle est pleine d'incitation, de propagande et de théories de conspiration, faisant appel au désir de vengeance du public après le 7 octobre. Les commentateurs qui interviennent dans « The Patriots », l'émission phare de la chaîne animée par Yinon Magal, appellent généralement au génocide et à l'extermination [des Palestiniens]. De nombreux téléspectateurs se sentent bien lorsqu'ils ou elles voient cela ; cela confirme leurs sentiments existants.

La popularité du canal 14 semble avoir surgi de nulle part. Comment cela s'est-il produit ?

Au moment où¹ les principaux médias israéliens se sont opposés à la réforme judiciaire, l'audience de Channel 14 a commencé à augmenter rapidement. La deuxième hausse d'audience a eu lieu immédiatement après le 7 octobre. Ces deux augmentations représentent la capacité de la chaîne à former une communauté de leur audience.

Après deux ou trois semaines d'affichage d'une sorte de « unité nationale » à la suite des attaques du Hamas, les médias israéliens sont rapidement revenus à leurs positions antérieures, soit pro-, soit anti-Netanyahu. Plusieurs voix se sont élevées sur Channel 14 dans les jours qui ont suivi pour blâmer le Premier ministre pour ce qui s'est passé le 7 octobre, mais elles se sont aussi très vite repliées sur la ligne du parti.

La croissance continue et la banalisation de Channel 14 après le 7 octobre est, à mon avis, l'évolution la plus significative que nous ayons observée dans les médias israéliens depuis le massacre.

Mais les manifestations de rhétorique extrême et de bellicisme ne se sont certainement pas limitées à Channel 14. Nous avons vu cela sur pratiquement tous les médias grand public après le 7 octobre, qu'ils soient ou non critiques à l'égard de Netanyahu.

Vous avez raison, l'ensemble du public israélien a basculé à droite et, pour la première fois de son histoire, Channel 12 doit faire face à une concurrence serrée de Channel 14. Elle a commis l'erreur classique d'essayer de plaire à tout le monde, y compris aux fascistes qui regardent Channel 14, et offre ainsi une tribune à des gens comme Yehuda Schlesinger [qui a [appelé à ce que le viol des détenues palestiniennes](#) au centre de détention de Sde Teiman devienne une politique officielle].

Il ne faut pas oublier que les journalistes en Israël font partie de la société israélienne. Ils et elles connaissent des personnes qui ont été tuées ou enlevées le 7 octobre. Ils et elles connaissent des soldats à Gaza.

Bien sûr, mais les journalistes ont aussi la responsabilité envers le public de rapporter ce qui se passe, et pas seulement envers les Israélien-nes. Sinon, ils et elles manquent à leur devoir.

C'est vrai, mais je considère également que leur comportement qui consiste à mettre de côté leur intégrité journalistique afin de créer une sorte d'unité au sein du public est une réaction naturelle et humaine à la suite d'un événement aussi traumatisant. Je ne pense pas que ce soit une bonne chose, je pense que c'est une erreur. Mais je ne pense pas que je puisse attendre autre chose de leur part.

Ne les ménagez-vous pas un peu ?

Les journalistes israélien-nes considèrent qu'il est de leur devoir patriotique de se concentrer sur notre statut de victime, d'ignorer les victimes de l'autre côté et de remonter le moral national, en particulier celui des soldats israéliens. Je pense que la chose patriotique à faire est de fournir des informations fiables au public afin qu'il puisse se faire une idée réelle de ce qui se passe autour de lui. Sinon, la société israélienne ou toute autre société aura une compréhension déformée de la réalité, fondée sur l'ignorance, le mensonge et le déni. Cela conduit à une société faible qui peut s'effondrer beaucoup plus facilement. Déclarer la vérité aura

lâ??effet exactement inverse, mais les journalistes dâ??ici ne le croient pas.

Les médias israéliens montrent-ils au public ce que lâ??armée fait aux Palestiniens de Gaza ?

Non.

Sâ??intéressent-ils aux violations des droits de lâ??homme commises par les Israéliens en Cisjordanie ?

Non.

Est-ce quâ??ils retracent les [mensonges répétés](#) du porte-parole des FDI ?

Non.

Je comprends votre point de vue sur les premières semaines au cours desquelles les journalistes ont été profondément traumatisés, mais nous sommes un an après le 7 octobre et les journalistes continuent, pour la plupart, à abdiquer leurs responsabilités lorsquâ??il sâ??agit de faire face à ces questions fondamentales. Ont-ils et elles simplement cessé de sâ??en préoccuper ?

Lâ??ensemble de la société israélienne a de nombreuses années dâ??expérience dans lâ??ignorance de nos crimes contre les Palestiniens. Quâ??il sâ??agisse de la Nakba, qui est un sujet totalement tabou, ou de lâ??occupation militaire permanente de millions de personnes. Les médias et leur public sont impliqués en concluant une sorte de pacte du silence : le public ne veut pas savoir, alors les médias nâ??en parlent pas. Ces mécanismes psychologiques étaient déjà tellement enracinés que le 7 octobre, ils se sont mis en marche et nâ??ont fait que sâ??amplifier.

Ce que nous avons vu au cours de lâ??année écoulée est le résultat dâ??un processus de plusieurs décennies visant à faire comprendre aux journalistes et aux téléspectateurs quâ??il y a des choses dont nous ne parlons tout simplement pas et que nous ne montrons pas dans les journaux télévisés. La plupart des journalistes qui travaillent dans ces grands médias savent ce qui se passe, mais ils et elles ne veulent pas sâ??aliéner leur audience de peur de perdre en popularité. Il faudra des décennies pour inverser ce type dâ??endoctrinement.

Il font comme si ces choses nâ??existaient pas ?

Les médias grand public comprennent que les violations des droits de lâ??homme ne sont pas une chose à couvrir, alors ils les ignorent tout simplement. Nous ne voyons pas de gros titres sur le ministère de la Santé de Gaza annonçant que 40 000 Palestiniens ont été tués à Gaza. Nous ne voyons pas dâ??histoires humaines de Palestiniens sous les bombardements israéliens. Nous nâ??entendons pas parler [des maladies qui ravagent la bande de Gaza](#). Personnellement, ce que jâ??ai entendu de la part des journalistes, câ??est que « ce nâ??est tout simplement pas le moment de parler de ces questions ».

Il semble quâ??à chaque fois que lâ??on allume lâ??une de ces chaînes dâ??information, on revit constamment les horreurs du 7 octobre, que ce soit à travers des récits de survivantes ou de nouveaux rapports dâ??enquête. Quel effet cela a-t-il sur le public israélien ?

Le 7 octobre a été un événement qui a replacé les Juif-ves israélien-nes dans la position de la victime historique. Les images de kibboutzim et de villes israéliennes envahies et massacrées par des tireurs du Hamas nous rappellent les images historiques de l'Holocauste. Ce n'est pas une plaisanterie : nous sommes une société profondément post-traumatique qui n'a pas encore surmonté l'Holocauste, et ce jour-là, l'État qui était censé empêcher de futurs Holocaustes n'a pas réussi à le faire.

Et pourtant, la propagande que nous avons vue dans les journaux télévisés au cours de l'année écoulée ne fait que renforcer et justifier la violence de l'État à l'encontre des Palestinien-nes. Elle rationalise la nécessité de faire tout ce qui est nécessaire pour anéantir ceux qui sont dépeints comme un « mal absolu ». En fin de compte, cela donne aux Israélien-nes un sentiment de droiture, ce qui est nécessaire au cours d'une longue guerre dont la fin n'est pas clairement définie.

Quelle est l'influence réelle des médias israéliens sur le public, en particulier lorsque tant de personnes ont accès à d'autres formes d'informations sur les médias sociaux ?

Si, par le passé, le rôle des médias était de servir de médiateur et d'organiser la réalité [pour le public], le rôle central des médias israéliens aujourd'hui est de marquer les limites de la légitimité par rapport au discours public, ainsi que de déterminer qui est autorisé à participer à ce discours. Si vous regardez la chaîne 12, par exemple, vous verrez que lorsqu'il s'agit de questions militaires, ce sont d'anciens militaires – des hommes pour la plupart – qui participent à la conversation.

Il est également difficile d'éviter une autre dimension du rôle des médias : fournir une plateforme pour les efforts de la hasbara israélienne, et souvent servir de bras armé à cette dernière, avec des influenceurs tels que [Yoseph Haddad](#) apparaissant régulièrement dans les différents journaux télévisés.

Absolument. La hasbara est très demandée, et les médias – privés ou non – l'offrent au public, parce que c'est ce qu'il veut. Cela a atteint un point tel que Yoseph Haddad a constitué plus d'un tiers de toutes les apparitions d'« experts arabes » dans les médias israéliens au cours du premier semestre 2024. C'est bien qu'ils l'invitent, mais il ne représente en aucun cas la majorité des citoyen-nes palestinien-nes d'Israël.

Israël se targue souvent d'avoir une presse libre et extrêmement critique à l'égard du gouvernement. Est-ce vrai ?

Lors de chaque événement [historique] majeur, les médias israéliens ont toujours été loyaux envers la classe politique et militaire du pays, qu'il s'agisse d'une guerre, d'un plan de paix ou d'un programme économique. Jusqu'à la réforme du système judiciaire, ils ont suivi pratiquement toutes les grandes décisions politiques du gouvernement. Ils sont très critiques à l'égard de Netanyahu, car c'est un menteur corrompu qui fait clairement passer ses intérêts privés avant ceux de l'État. Mais ils ne critiquent pas l'armée ou l'État lui-même.

Il convient de rappeler qu'en 2002, l'indignation publique a été immense après l'assassinat par Israël du chef du Hamas [Salah Mustafa Muhammad Shehade] et la mort de 14 membres de sa famille, dont 11 enfants. Mais une occupation continue qui n'est pratiquement pas couverte par les médias grand public conduit à une érosion de l'indignation publique et des normes journalistiques. Aujourd'hui, l'armée n'a [aucun problème à tuer 14 personnes](#) s'il agit d'éliminer un membre peu important du Hamas et les médias, à l'exception de journaux comme Haaretz, en accommodent.

Qu'est-ce que les médias auraient pu faire différemment dans leur couverture après le 7 octobre ? Quelle différence auraient-ils pu faire ?

Tout d'abord, au cours des premiers jours qui ont suivi l'attentat, les médias ont accompli un travail exceptionnel à un moment où les autres institutions israéliennes ne fonctionnaient tout simplement pas. Les médias ont transmis des images au public, [ce qui a permis] d'aider les réfugiés du sud et les survivants du massacre en fournissant littéralement une logistique aux gens parce que l'État ne fonctionnait tout simplement pas à ce moment-là.

Personne n'oblige le public israélien à ne pas savoir ce qui se passe à Gaza et en Cisjordanie. Ceux qui veulent savoir peuvent se tourner vers le New York Times ou le Guardian. Imaginez que vous preniez Haaretz ou +972 et que vous en fassiez une chaîne d'information grand public à cela changerait-il quelque chose ? Peut-être un peu, mais il s'agit ici de faire des générations d'endoctrinement.

Le mois dernier, nous avons assisté à une sorte d'euphorie publique depuis les attentats au bipeur et l'assassinat du chef du Hezbollah Hassan Nasrallah, après lequel nous avons vu Amit Segal et Ben Caspit, de Channel 12, boire des coups et porter un toast à sa mort à la télévision. Cette euphorie est-elle attendue à l'invasion israélienne du Sud-Liban et à l'assaut du Nord de Gaza dans le cadre de ce que l'on appelle le « plan des généraux », qui vise à liquider la région. Que pensez-vous de cette atmosphère apparemment festive dans les studios d'information ?

Les succès israéliens au Liban ont été accueillis en fanfare et célébrés. Dans les jours qui ont suivi ces « victoires », les médias ont très peu discuté de l'importance géopolitique de ce moment, au-delà des dommages causés par Israël au Hezbollah, qui, selon les experts, pourraient entraîner sa déclaration de défaite. Personne n'est levé pour évaluer de manière réaliste que nous entrons dans une phase où nous verrons [une augmentation] des roquettes et des drones dans le nord.

Cela rappelle ce qui s'est passé immédiatement après l'attaque du Hamas, lorsque les médias ont affirmé que l'opération ne durerait que quelques semaines ou quelques mois. [Ils ont totalement ignoré le fait qu'en 2014, les FDI avaient estimé que la réoccupation de la bande de Gaza pourrait prendre cinq ans et coûterait la vie à des dizaines de milliers de Palestiniens et d'Israéliens. Netanyahu aurait divulgué cette évaluation à Channel 2 en 2014, précisément parce qu'il comprenait ces coûts immenses et ne voulait pas réoccuper militairement Gaza. Pourquoi les médias ne rappellent-ils pas ces évaluations au public ? Pourquoi Udi Segal, le journaliste de Channel 2 qui avait révélé cette information, ne s'exprime-t-il pas aujourd'hui ?

Je suis sûr qu'il existe des évaluations similaires concernant le Hezbollah, mais lorsque l'armée israélienne a commencé son invasion, les médias ont affirmé qu'elle ne durerait que quelques semaines. Cela nous ramène à la première guerre du Liban, lorsque les médias ont fait des déclarations très similaires sur la durée de l'opération [l'armée israélienne est restée dans le sud du Liban pendant près de deux décennies].

Selon le Syndicat des journalistes palestiniens, Israël a tué 168 journalistes palestiniens à Gaza depuis octobre dernier. Quel est le degré de solidarité des journalistes israéliens avec leurs homologues palestiniens de Gaza, ou avec les journalistes d'Al Jazeera qui ont été interdits de travailler en Israël et dont les bureaux à Ramallah ont été perquisitionnés et fermés par les forces israéliennes en septembre ?

Voilà la fin de l'année dernière, j'ai aidé Reporters sans frontières à organiser une pétition de solidarité des journalistes israéliens envers leurs collègues palestiniens. Je leur ai déclaré que personne, à part quelques personnes de la gauche radicale, ne signerait ce genre de déclaration, et j'ai proposé à la place d'essayer de faire signer aux journalistes israéliens une pétition demandant aux médias de montrer davantage ce qui se passait à Gaza, parce que je pensais que nous serions en mesure de faire signer davantage de journalistes traditionnels. Cela n'a pas été le cas. Très peu de gens ont voulu signer.

Ce que les journalistes israéliens ne comprennent pas, c'est que lorsque le gouvernement adopte sa « loi Al Jazeera », il agit en fin de compte de quelque chose de bien plus important que de simplement cibler la chaîne. La loi actuelle vise à interdire les organes d'information qui « mettent en danger la sécurité nationale », mais elle veut aussi donner au ministre israélien des communications le droit d'empêcher tout réseau d'information étranger opérant en Israël « il risque de nuire au moral national ». Ce que le public israélien ne comprend pas, c'est que la prochaine étape sera BBC Arabic, Sky News Arabic et CNN. Ensuite, ils s'en prendront à Haaretz, Channel 12 et Channel 13.

Craignez-vous une telle évolution ?

Nous nous dirigeons vers un régime autocratique à l'Orban et tout ce qui en découle dans les tribunaux, les universités et les médias. Bien sûr, c'est possible. Cela semblait irréaliste il y a dix ans, puis plus réaliste il y a cinq ans, lorsque les scandales juridiques liés aux médias de Netanyahu ont éclaté. Ensuite, c'est devenu encore plus raisonnable avec la refonte du système judiciaire, et encore plus aujourd'hui. Nous n'y sommes pas encore, mais nous sommes certainement sur la bonne voie.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine
Source : [+972](#)

date créée
2024/10/21